

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

N° RG 21/00073 - N° Portalis DBVK-V-B7F-O5OH

O R D O N N A N C E N° 2021 - 76

du 19 Mars 2021

SUR SECONDE PROLONGATION DE RETENTION D'UN ETRANGER DANS
UN ETABLISSEMENT NE RELEVANT PAS DE L'ADMINISTRATION
PENITENTIAIRE

dans l'affaire entre,

D'UNE PART :

Monsieur [REDACTED]
né le 01 Janvier 1982 à [REDACTED]
de nationalité [REDACTED]

Retenu au centre de rétention de Perpignan dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire,

Comparant, *par communication téléphonique*, assisté de **Maître Amandine RUIZ**,
avocate commise d'office.

Appelant,

D'AUTRE PART :

1°) **Monsieur PREFET DU VAUCLUSE**
2 avenue de la folie
84000 AVIGNON
Tél : 04 88 17 84 84
Fax: 04 90 86 20 76
Courriel : pref-contact@vaucluse.gouv.fr

Non représenté

2°) **MINISTERE PUBLIC :**

Non représenté

Nous, Myriam BOUZAT conseillère à la cour d'appel de Montpellier, déléguée par ordonnance de Monsieur le premier président, plus spécialement pour les attributions dévolues par les articles L 551-1 et suivants du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, assisté de Marion CIVALE, greffière,

EXPOSE DES FAITS ET DE LA PROCEDURE

Vu l'arrêté du 16 février 2021 notifié à 9 heures 55 de **Monsieur LE PREFET DE VAUCLUSE** portant obligation de quitter le territoire national sans délai avec interdiction de retour dans le délai d'un an et fixant le pays d'éloignement pris sur la base de l'article L 511-1-I.8 du CESEDA ;

Vu l'arrêté de placement en rétention administrative du 16 février 2021 notifié à 9 heures 55 de **Monsieur** [REDACTED] pendant 48 heures dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pris par **Monsieur LE PREFET DE VAUCLUSE** ;

Vu la requête de **Monsieur** [REDACTED] en contestation de la régularité de la décision de placement en rétention administrative en date du 17 février 2021 ;

Vu la requête de **Monsieur LE PREFET DE VAUCLUSE** en date du 18 février 2021 tendant à la prolongation de la rétention de **Monsieur** [REDACTED] dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée vingt-huit jours ;

Vu l'ordonnance du 18 Février 2021 notifiée le même jour à la même heure, du juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de Perpignan qui a :

- rejeté la requête en contestation de la régularité de la décision de placement en rétention administrative formée par **Monsieur** [REDACTED]
- ordonné la prolongation de la rétention administrative de **Monsieur** [REDACTED], pour une durée de vingt-huit jours à compter du 18 février 2021 à 9h55, confirmée en appel le 22 février 2021, confirmée en appel le 22 février 2021,

Vu la requête de **Monsieur** [REDACTED] en date du 5 mars 2021 sollicitant sa remise en liberté sur le fondement de l'article R 552-17 à 19 du CESEDA.

Vu l'ordonnance du 06 Mars 2021 à 16h26 notifiée le même jour à la même heure, du juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de Perpignan qui a rejeté la demande de mise en liberté de **Monsieur** [REDACTED], confirmée en appel le 10 mars 2021,

Vu la saisine de **Monsieur PREFET DU VAUCLUSE** en date du [REDACTED] pour obtenir une seconde prolongation de la rétention de cet étranger,

Vu l'ordonnance du 18 mars 2021 à 16h30 notifiée le même jour à la même heure, du juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de Perpignan qui a décidé de prolonger la rétention administrative pour une durée maximale de trente jours,

Vu la déclaration d'appel faite le 19 Mars 2021 par **Monsieur** [REDACTED], du centre de rétention administrative de Perpignan, transmise au greffe de la cour d'appel de Montpellier le même jour à 10h30,

Vu les télécopies adressées le 19 Mars 2021 à **Monsieur PREFET DU VAUCLUSE**, à l'intéressé, à son conseil, et au Ministère Public les informant que l'audience sera tenue ce jour à 14 heures,

Vu l'article 2 de la loi n° 2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire modifiant l'article 1er de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire : "L'état d'urgence sanitaire déclaré par le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire est prorogé jusqu'au 1er juin 2021 inclus."

Vu l'article 1er du décret n° 2020-1405 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale énonçant que les dispositions de la présente section sont applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois après la cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par le décret du 14 octobre 2020 susvisé, et prorogé dans les conditions prévues par l'article L. 3131-13 du code de la santé publique.

Elles s'appliquent aux instances en cours le lendemain de la publication du présent décret."

Vu les dispositions de l'article 5 de l'ordonnance n° 2020-1400 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux copropriétés qui édicte:

“Le juge, le président de la formation de jugement ou le juge des libertés et de la détention peut, par une décision non susceptible de recours, décider que l’audience ou l’audition se tiendra en utilisant un moyen de télécommunication audiovisuelle permettant de s’assurer de l’identité des personnes y participant et garantissant la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges entre les parties et leurs avocats.

En cas d’impossibilité technique ou matérielle de recourir à un tel moyen, le juge peut, par décision insusceptible de recours, décider d’entendre les parties et leurs avocats, ou la personne à auditionner, par tout moyen de communication électronique, y compris téléphonique, permettant de s’assurer de leur identité et de garantir la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges.

Dans les cas prévus au présent article, les membres de la formation de jugement, le greffier, les parties, les personnes qui les assistent ou les représentent en vertu d’une habilitation légale ou d’un mandat, les techniciens et auxiliaires de justice ainsi que les personnes convoquées à l’audience ou à l’audition peuvent se trouver en des lieux distincts. Le juge organise et conduit la procédure. Il s’assure du bon déroulement des échanges entre les parties et veille au respect des droits de la défense et au caractère contradictoire des débats. Le greffe dresse le procès-verbal des opérations effectuées.

Les moyens de communication utilisés par les membres de la formation de jugement garantissent le secret du délibéré.”

Vu notre ordonnance insusceptible de recours en date du 19 mars 2021 décidant de la tenue de l’audience par communication téléphonique- visio-conférence.

PRETENTIONS DES PARTIES

Monsieur [REDACTED] confirme son identité telle que mentionnée dans l’ordonnance entreprise et déclare sur transcription du greffier à l’audience : “Je m’appelle Kono TOUNKARA et je suis né le 1^{er} Janvier 1982 à KAYES au MALI. J’ai fait appel parce que je ne suis pas un sans papier, ça m’inquiétait je n’ai pas supporté d’être dans le centre de rétention, je veux aller en Italie. Je ne veux pas rester ici. ”

L’avocate **Me Amandine RUIZ** développe les moyens de l’appel formé contre l’ordonnance du juge des libertés et de la détention qui a prolongé le maintien en rétention de l’étranger.

Elle ajoute : “Il y a une absence de diligences de l’administration: le 25 février il y a eu un refus de prise en charge des autorités italiennes, et ici nous avons une difficulté car la procédure Dublin est intervenue seulement le 5 mars alors qu’ils auraient dû le faire beaucoup plus tôt. Je plaide un retard entre le 25 février et le 5 mars. L’étranger ne doit rester que dans le temps strictement nécessaire, il y aurait pu ne pas y avoir de seconde prolongation dans le centre de rétention. C’est pourquoi je sollicite la mainlevée”.

Monsieur le PREFET DU VAUCLUSE ne comparait pas.

Monsieur [REDACTED] a eu la parole en dernier et déclaré sur transcription du greffier à l’audience : “Tout ce que je veux vous dire c’est qu’il y en a marre, y en a marre, y en a marre.”

SUR QUOI

Sur la recevabilité de l’appel :

Le 19 Mars 2021, **Monsieur** [REDACTED] à 10h30 a formalisé appel de l’ordonnance du juge des libertés et de la détention de Perpignan du 18 Mars 2021 notifiée à 16h30 , soit dans les 24 heures de la notification de l’ordonnance querellée, qu’ainsi l’appel est recevable en application de l’article R 552-12 du CESEDA.

Sur l'appel:

L'avocate de **Monsieur** [REDACTED] soutient le moyen développé dans la déclaration d'appel tenant au défaut de diligences de l'Administration Française durant 15 jours entre le passage à la borne EURODAC le 17 février 2021 et la demande de reprise en charge du 5 mars 2021.

Dans sa précédente déclaration d'appel du 5 mars 2021, l'appelant écrivait: *“Or, à ce jour, je n'ai toujours pas fait l'objet d'une notification de décision de transfert aux autorités italiennes, dans le cadre de ma procédure Dublin, soit 2 jours après l'accord tacite italien. Pourtant, il incombait à l'administration de me notifier ma décision de transfert dans les plus brefs délais, conformément à ce qu'exige l'article L554-I alinéa 2 du CESEDA. Autrement dit, soit la Préfecture du Vaucluse a manqué de diligence en ne me notifiant pas dès le 3 mars, l'accord tacite italien et donc ma décision de transfert aux autorités italiennes, soit la demande de prise en charge n'a pas été envoyée immédiatement après les résultats de mon passage Eurodac, soit la Préfecture a fait une erreur dans l'envoi de cette requête qui n'a pas pu être réceptionnée immédiatement par les italiens. Dans tous les cas, cette absence de diligence de l'administration me fait nécessairement grief puisque cela a retardé d'au moins 2 jours la tentative d'organisation d'un vol et a retardé ma connaissance des suites données à ma procédure.”*

La présente déclaration d'appel mentionne: *“En d'autres termes, une demande de reprise en charge aurait donc du être adressée aux autorités italiennes des le 17 février, et l'accord tacite aurait du intervenir le 3 mars dernier. Or, ce n'est que le 5 mars que cette requête a été envoyée. Peu importe qu'une demande de réadmission Schengen ait été envoyée en parallèle, la Préfecture aurait du adresser une demande de reprise en charge des le 17 février, puisque l'on venait de me notifier mon placement en procédure Dublin, par le biais de la remise de ma << Brochure B >>. La Préfecture a donc manqué de diligence, puisque rien n'a été fait concernant ma procédure Dublin entre le 17 février et le 5 mars. Or, cela me fait nécessairement grief, puisque je suis maintenu de manière non nécessaire au centre de rétention de Perpignan”.*

Le 10 mars 2021, en rejetant la demande de mise en liberté de **Monsieur** [REDACTED] la déléguée du premier président de la cour d'appel de Montpellier a déclaré, confirmant la décision de première instance, régulière la procédure, l'appelant ayant invoqué le défaut de diligences de l'Administration depuis le 17 février 2021.

Or la demande de prise en charge a été adressée à l'Italie, le jour de la demande de mise en liberté de **Monsieur** [REDACTED] et le juge des libertés et de la détention de Perpignan l'a rejetée le 6 mars 2021, sans toutefois que cette demande fait l'objet d'un débat contradictoire.

Et actuellement **Monsieur** [REDACTED] soutient un défaut de diligences jusqu'au 5 mars 2021, que si le moyen tiré du défaut de diligences de l'Administration a déjà été évoqué le 10 mars 2021, le débat n'a pas porté sur la demande de reprise en charge du 5 mars 2021 dans le cadre de la procédure DUBLIN, l'Administration dans sa saisine du juge des libertés et de la détention Perpignan du 17 mars 2021 mentionne : *“ Le 25/02/21, j'ai été destinataire de la décision de refus des autorités italiennes, celles-ci indiquant que le titre de séjour périmé de l'intéressé n'est pas un document original mais une copie.*

Dès lors, bien que la situation de l'intéressé ne concorde pas avec les dispositions du règlement UE 604/2013, j'ai saisi le 5/03/21 les autorités italiennes d'une demande de reprise en charge « Dublin ».”

En conséquence de la décision du 10 mars 2021, l'autorité de la chose jugée s'oppose à l'examen du même moyen, puisque la demande de prise en charge DUBLIN est du 5 mars 2021 et n'a pas été débattue contradictoirement, il convient d'en débattre.

En l'état du refus des autorités italiennes de réadmission de l'intéressé , le 25 février 2021, la nouvelle demande de reprise en charge dans le cadre de la procédure DUBLIN par l'Administration Française du 5 mars 2021 qui à ce jour n'a pas reçu réponse de l'Italie dont le silence dans les 14 jours vaudra accord implicite, ne pouvait être faite de prime abord en l'état du document produit par l'intéressé et de la perte de la qualité de demandeur d'asile de l'intéressé dès le 13 novembre 2020, est tardive car aurait pu être faite en lieu et place de la demande de réadmission ou à tout le moins depuis le 25 février 2021.

Cette tardiveté a porté ainsi atteinte aux droits de l'intéressé dont l'article L 554-1 du CESEDA dit qu'il ne peut être retenu que pour le temps nécessaire à son éloignement, l'administration devant faire toute diligence à cet effet et d'autre part, les conditions d'application de l'article L 552-7 du CESEDA ne sont pas ici réunies pour justifier une deuxième prolongation de l'intéressé.

Il convient d'accueillir le moyen de nullité, d'infirmier l'ordonnance du juge des libertés et de la détention de Perpignan du 18 mars 2021 et d'ordonner la mise en liberté immédiate de l'intéressé.

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement,

Vu l'article 66 de la constitution du 4 octobre 1958,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile,

Déclarons l'appel de **Monsieur** [REDACTED] recevable,

Accueillons le moyen de nullité,

Infirmos la décision déférée,

Ordonnons la remise en liberté de **Monsieur** [REDACTED],

Lui rappelons qu'il a l'obligation de quitter le territoire national,

Ordonnons la notification immédiate de la décision au Procureur Général,

Disons que la présente ordonnance sera notifiée conformément à l'article R 552-15 du Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile,

Fait à Montpellier, au palais de justice, le 19 Mars 2021 à 15 heures .

Le greffier,

Le magistrat délégué,
